
**Proposé pour le Public Eye Award 2007, catégorie « monde »
par SOMO (Stichting Onderzoek Multinationale Ondernemingen), Pays-Bas**

IKEA Groupe

Siège principal:	Leiden, Pays-Bas
Branche:	Meubles / ameublement
Chiffre d'affaires / bénéfice:	€ 17,3 milliards / € 553 millions (2005)
CEO:	Anders Dahlvig
Propriété de:	Stichting Ingka Foundation (Ingka Holding B.V.)
Collaborateurs:	104'000 dans 44 pays (2006)

En bref

Tout le monde connaît Ikea. Mais quelle est son identité? Une entreprise suédoise? Non, une toile complexe d'entreprises, de holdings et de fondations, propriétés d'une fondation néerlandaise. La Stichting Ingka Foundation (SIF), créée en 1982 par le fondateur d'Ikea Ingvar Kamprad, possède le Ingka Holding Group qui exploite 210 des 240 magasins d'ameublement Ikea de part le monde. Selon « The Economist », la SIF pèse actuellement 36 milliards de dollars US et est ainsi la fondation la plus riche du monde.

Contrairement à d'autres fondations qui promeuvent, par exemple, des programmes des Nations Unies, la SIF permet à Kamprad d'échapper au fisc. Aux Pays-Bas, la SIF est enregistrée comme organisation à but non lucratif. Elle est donc exemptée d'impôts. Malgré tout, Ikea continue de déployer tous les moyens légaux afin de minimiser ses impôts. Payer ses impôts constitue pourtant un aspect central de la responsabilité sociale d'une entreprise.

Comportement irresponsable

Selon le « Spiegel-Online », Ingvar Kamprad serait l'homme le plus riche du monde. Grâce à la chute du dollar, il aurait délogé Bill Gates de la première place. Ikea et Kamprad contestent ce fait. Ils refusent également d'admettre que, grâce à un obscur système de fondations, le fondateur est toujours le propriétaire de Ikea. « Forbes » évalue la fortune privée de Kamprad à 28 milliards de dollars. Selon « Bilan », il est de loin la personne la plus riche qui vive en Suisse. Bien que Kamprad ait, en 1982, cédé son droit de propriété en faveur de la Stichting Ingka Foundation et qu'il ne soit donc officiellement plus que « Senior Adviser », il contrôle toujours la SIF, par le biais du conseil de fondation où siègent également sa femme et son avocat suisse. Officiellement, les milliards de la SIF sont destinés à « l'innovation dans le domaine de l'architecture et du design intérieur ». Cet objectif, relevant apparemment du bien commun, constitue en fait une tromperie. Il permet surtout à la fondation d'échapper légalement aux impôts. La SIF ne redistribue ainsi que le

minimum. Pour autant que cela puisse être prouvé, en 2005, seuls 1,7 million de dollars furent versés à l'Institute of Technology de Lund où on enseigne principalement l'architecture.

La famille Kamprad a néanmoins un problème: elle ne peut pas simplement retirer de l'argent de sa fondation. Une construction artificielle vient ici à sa rescousse, bien plus compliquée que la maudite « étagère Billy »: la firme hollandaise Inter Ikea Systems (IIS) détient les droits des concepts, du design et de la marque Ikea. L'entreprise touche ainsi 3% des ventes effectuées dans tous les magasins Ikea du monde (soit, en 2004: 631 millions d'euros). Les propriétaires du IIS sont inconnus. La firme appartient formellement à une autre société enregistrée au Luxembourg, une certaine Inter Ikea Holding. Cette dernière est détenue à son tour par une entreprise du même nom dont le siège se trouve dans les Antilles hollandaises qui, quant à elle, est dirigée par une « trust company » de Curaçao. De telles constructions, combinant plusieurs formes juridiques dans divers paradis fiscaux (dont certains ont une réputation douteuse), sont les caractéristiques de structures troubles, non d'une entreprise amie des familles. « The Economist » écrit d'ailleurs qu'« il y a peu de doutes » que la Inter Ikea Holding soit contrôlée par la famille Kamprad.

En 2004, pour des recettes de 553 millions d'euros, la Inter Ikea Holding paya, avec la holding luxembourgeoise, à peine 19 millions d'impôts. Par ailleurs, Kamprad vit depuis longtemps dans le canton de Vaud où il profite d'un forfait fiscal que la Suisse accorde à quelques milliers d'étrangers. L'homme le plus riche du monde paie ainsi environ 200'000 francs d'impôts annuels. Rien n'est impossible pour le géant de meubles « suédois ».

Conséquences

Lorsque des entreprises ne paient pas d'impôts, les moyens manquent pour financer les collectivités publiques. Ikea est un exemple excessif de cette pratique de plus en plus répandue. Pourtant, les entreprises font également usage de prestations financées par l'Etat. Sans collaborateurs formés, sans transports publics et sécurité, (par exemple, pour Monsieur Kamprad), l'impossible magasin de meubles ne fonctionnerait tout simplement pas.

Etat du dossier et revendications

SOMO est persuadé que les constructions et transactions d'entreprises ne devraient pas servir en premier lieu à échapper aux impôts. La toile Ikea est illégitime et doit être démontée. De plus, une entreprise responsable devrait communiquer de façon claire qui engrange où quel profit et où cette personne paie des impôts. Ikea manque largement de transparence. Elle ne publie presque aucun chiffre, excepté, bien sûr, ses prix en catalogue.

Informations supplémentaires:

- www.economist.com/business/displaystory.cfm?story_id=6919139
- www.evb.ch/fr/f25000066.html
- www.somo.nl